



Apprendre par le biais de l'expérience : des réflexions de militant(e)s sur les stratégies « de l'intérieur à l'extérieur »

Anne Carbert*

Numéro 4, décembre 2004

point de mire

Lors d'une récente séance de stratégie sur « le genre, la justice et la mondialisation », organisée par AWID, un groupe mixte de défenseurs de l'égalité des sexes, venant de différentes régions du monde, ont examiné les menaces actuelles aux droits des femmes.¹ Elles/ils ont souligné la mondialisation économique et l'augmentation de la pauvreté et de l'insécurité, la hausse des intégrismes religieux et culturels et le militarisme, la pandémie du VIH/SIDA, les gouvernements conservateurs et autocrates et le 'combat contre la terreur'. Elles/ils ont partagé leurs opinions sur la façon de réaliser l'égalité des genres, particulièrement sur la manière par laquelle les femmes peuvent agir pour répondre au contexte mondial actuel et où elles/ils peuvent avoir un impact optimal. Des discussions similaires concernant les stratégies sur l'égalité des sexes ont actuellement lieu dans les Dialogues féministes menant jusqu'au Forum social mondial et aux comités de préparation (« les Comités des Preps/ PreComs ») de Beijing +10, parmi d'autres avenues.

Les militantes des droits des femmes ont utilisé par le passé, et utilisent actuellement, un éventail étendu de stratégies visant à la garantie de leurs droits et à l'appel au changement. Elles ont trouvé des moyens créatifs et efficaces pour se faire entendre en dehors des processus gouvernementaux ou institutionnels officiels. Par exemple, des stratégies « de l'extérieur » ont compris des événements alternatifs tels que le Tribunal international pour les femmes sur les crimes de guerre visant l'esclavage sexuel militaire japonais, tenu par des ONG à travers l'Asie lorsque le gouvernement du Japon avait refusé de tenir des audiences officielles. Les femmes sont également 'descendues dans la rue' et ont manifesté en faveur des droits reproductifs à travers l'Amérique latine, protestant contre l'Organisme mondial du commerce à Cancun, occupant les installations des compagnies pétrolières dans le Delta du Niger, et remplissant les rues du monde entier au cours de rassemblements pour la paix.

Les femmes ont également tiré avantage des ouvertures dans les espaces de prises de décisions. À travers les années 1990, les femmes se sont rassemblées pour faire entendre leurs voix dans un assortiment de conférences des Nations Unies – insistant que « les droits des femmes sont des droits humains » à Vienne, remplissant un stade en vue des rencontres des Caucus des Femmes au Caire, et défiant les prises de décisions sur l'ajustement structurel lors du Sommet social. Le calendrier chargé de conférences a aussi inclus le

Sommet Planète Terre de Rio, la Conférence Habitat II, le Sommet mondial de l'Alimentation, le Tribunal pénal international de Rome, et bien entendu, la Quatrième Conférence mondiale sur les Femmes de Beijing. Affinant leurs techniques d'écriture, les femmes ont passé des heures à travailler sur les textes des conférences, soulevant les priorités ignorées des femmes et insérant un langage spécifique au genre. Elles ont fait pression et ont négocié, le 'texte alternatif' en main, dans le but de former un soutien en vue d'engagements plus importants dans l'amélioration de la vie des femmes.

Alors que les opportunités de participer aux espaces de prises de décisions officielles paraissent à la hausse – avec le bourdonnement sur 'la participation de la Société civile', 'l'engagement de la citoyenneté' et 'les dialogues des multiples dépositaires d'enjeux' – les femmes s'interrogent sur les moyens de rendre les stratégies 'de l'intérieur et de l'extérieur' plus efficaces et se demandent si les stratégies de 'l'extérieur' sont notre meilleur choix.²

La controverse sur l'efficacité de la participation à l'intérieur des espaces de prises de décisions officiels crée des tensions alors que les militantes planifient leurs stratégies. La tendance actuelle de la 'participation de la Société civile' soulève de nombreuses questions : la Société civile peut-elle avoir un véritable impact par le biais de la coopération auprès des puissantes institutions de l'arène des politiques mondiales ? Les stratégies 'de l'intérieur' sont-elles une bonne source d'énergie et de ressources ? La participation rend-t-elle légitimes les institutions ? Les calendriers d'ordre du jour des militantes sont-ils cooptés et atténués par les bureaucraties institutionnelles ? Ces questions dérivent du débat actuel sur la nécessité ou non d'oeuvrer avec les acteurs aux centres du pouvoir dans le but d'accomplir des changements ou si le changement résulte de l'intensification de la force et de la coopération parmi ceux qui sont marginalisés par les structures de pouvoir et les relations sociales existantes.

Il y a eu un mouvement vers des débats de politiques mondiales engageant la Société civile côte à côte avec les représentants internationaux des institutions, des gouvernements et des entreprises. L'inquiétude est que les institutions de politiques mondiales ne répondent pas aux appels à la transparence, à la responsabilité, et à l'engagement de la citoyenneté

* Anne Carbert possède une expérience professionnelle dans le droit et les droits de l'homme. Elle a œuvré sur divers projets liés aux questions sur le logement, la pauvreté, les droits des femmes et les droits des handicapés. Anne est actuellement affiliée à *Women's Human Rights Resources* (Ressources des droits humains des femmes) et *Disability Rights Promotion International* (Promotion international des droits des handicapés) à Toronto. Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur et des personnes interviewées et ne représentent pas nécessairement l'opinion de AWID.

avec un réel intérêt dans le changement. Elles parlent d'être ouvertes à la participation aux prises de décisions tout en continuant à résister la mise en application des politiques qui modifieraient le *status quo*. Dans l'ensemble, une bonne dose de scepticisme semble s'imposer. Une préoccupation demeure que « de nombreuses institutions ont ouvert des espaces en vue de la participation d'une manière à faire taire leurs détracteurs, offrant peu, si tant est qu'il y en ait, d'opportunités d'exercer une véritable influence sur les processus de politiques et de prises de décisions ».³

En offrant quelques aperçus sur les stratégies 'de l'intérieur et de l'extérieur', cet exposé est une tentative de contribuer à l'analyse actuelle sur les moyens d'engagement des défenseurs de l'égalité avec le changement institutionnel. Cet exposé repose sur des entretiens avec dix militants et militantes qui ont été engagé(e)s dans l'influence de politiques, soit sur le plan international, soit sur le plan national. Ces défenseurs interrogés n'œuvrent pas tous ou toutes sur les droits des femmes ou l'égalité des sexes, mais tous ont une expérience étendue de travail au sein d'institutions ou de gouvernements. Il existe, bien entendu, un grand nombre d'autres défenseurs possédant des expériences et de précieuses connaissances. Les pensées des militants qui ont été interrogés nous donnent des idées sur les défis principaux et nous éclairent également sur comment nous pouvons faire avancer nos ordres du jour.

Pouvons-nous effectuer un changement significatif de 'l'intérieur' ?

Les militant(e)s contemplant des stratégies 'de l'intérieur et de l'extérieur' dans les espaces formels des politiques doivent évidemment peser les risques de la participation contre les acquis potentiels. Il n'existe pas de critères conventionnels envers la participation de la société civile : avec chaque commission ou conférence ou sommet, dans une certaine mesure, « la roue de la participation civile doit être réinventée ».⁴ Les défenseurs doivent réévaluer chaque opportunité de participation afin de décider si ladite sera significative et productive. Serez-vous entendues d'une manière efficace dans les débats vous permettant de présenter votre perspective ? Avez-vous le sentiment d'une possibilité de gains qui en valent la peine, quelque soit votre ultime objectif. (L'objectif peut être ou non le changement des politiques. Les stratégies 'de l'intérieur' et de 'l'extérieur' peuvent s'avérer utiles pour des raisons variées: l'obtention de la légitimité, la création de volonté politique visant l'action, ou autres accomplissements stratégiques sur les moyens de changement de politique et de transformation sociale).⁵

Le processus du Caucus des Femmes à la Conférence internationale sur la Population et le Développement du Caire en 1994 est un exemple de stratégie réussie 'de l'intérieur et de l'extérieur' bien connue des militantes pour l'égalité des genres. À la conférence, le Caucus des Femmes est devenu tant une stratégie 'du dedans' qu'une stratégie 'du dehors,' avec environ 100 femmes engagées de manière active dans le processus de négociations officielles et des centaines d'autres femmes à l'extérieur débattant et critiquant le processus, œuvrant dans les caucus régionaux pour commenter sur les

documents de la conférence et organisant des manifestations dans les rues ayant pour objet d'attirer l'attention sur des questions particulières. Les engagements aux droits des femmes dans le Programme d'action du Caire ont été considérés un succès significatif et le Caucus des Femmes a été en mesure d'œuvrer au sein de l'ONU pour accomplir ce résultat.

Anita Nayar a été interviewée sur la Conférence du Caire. Elle a facilité le Caucus des Femmes qui était organisé par WEDO (Organisation des Femmes pour l'Environnement et le Développement/ *Women's Environment and Development Organization*). Anita a parlé de l'efficacité du Caucus : environ 60 à 70 % de la version finale du texte du Programme d'Action remonte aux travaux du Caucus des Femmes. Les femmes étaient bien organisées et ont été actives dans le processus entier de la conférence – des rencontres des comités préparatoires à la conférence finale. Elles ont œuvré longuement faisant pression en vue de l'adoption de formulation alterne d'un langage qui a promulgué et protégé les droits des femmes d'une façon plus optimale. Interrogée sur les éléments qui ont contribué à une voix efficace des femmes, Anita a souligné que le succès du changement du cadre sous-jacent de la conférence sur la population envers la focalisation sur les vies et les droits des femmes a été le résultat d'un nombre de processus dans le monde entier qui a eu un impact sur le résultat, y compris les mouvements des femmes œuvrant auprès de leurs gouvernements au niveau national à l'avance de la rencontre du Caire. Un engagement au plein processus et une organisation minutieuse ont assurés que les femmes ont été entendues.

Dans la même veine, le Groupe international de facilitation pour le financement du développement/ *International Facilitating Group for Financing for Development (IFG)*, a contribué au processus de Financement pour le Développement/ *Financing for Development (FFD)* au sein du système des Nations Unies. Constitué suite à la Conférence internationale sur le Financement du Développement/ *International Conference on Financing for Development* à Monterey, au Mexique, en 2002 (« la Conférence de Monterey »), le IFG est formé d'organisations et de réseaux internationaux dans des centres et points focaux stratégiques aux USA, en Europe, en Amérique latine, en Asie et en Afrique. Interrogée sur les travaux des IFG auprès de l'ONU, Rosa Lizarde, la Responsable de l'ONU chargée de la communication pour les IFG, a noté que ses objectifs étaient de conserver le *momentum* de la Conférence de Monterey et de rendre les gouvernements et les dépositaires d'enjeux responsables des engagements qui avaient été effectués dans l'ordre du jour du FFD. L'ordre du jour a adressé la mobilisation des ressources domestiques et internationales pour le développement, le commerce international, l'aide au développement, les dettes, ainsi que les questions systémiques liées à « l'amélioration de la cohérence, de la gouvernance et de la consistance des systèmes monétaires, financiers et boursiers internationaux ». Une composante clé des travaux de IFG a été de fournir un espace efficace visant les débats des politiques au sein duquel les ONG pouvaient introduire des perspectives variées sur les questions adressées dans les rencontres liées aux FFD, auprès de l'ONU. Dans ce processus, les ONG ont présenté des interventions sur les politiques auprès d'audiences de panels et de la Société civile

invités par le Secrétariat du FFD. Rosa a souligné deux dites occasions en 2003 au cours desquelles une intervention d'une ONG avait été incluse à titre de document officiel de l'ONU en vue de ses rencontres de ECOSOC et de l'Assemblée Générale. Le IFG a été en mesure d'œuvrer avec le processus ayant pour but de créer l'opportunité de mettre sa perspective au sein du débat officiel alors qu'il n'aurait autrement pas été une partie des considérations.

Les nouveaux processus institutionnels présentent des défis en ce qui a trait à l'évaluation des bénéfices de la participation, mais dans certains cas, ils présentent l'opportunité de contribuer à la conception du processus de participation. Par exemple, lorsque la Banque Mondiale a proposé la création de la Commission Mondiale des Barrages/ *World Commission on Dams (WCD)* en vue de la révision de l'implication de la Banque dans les grands projets de barrages dans le monde entier, la Banque a travaillé avec les groupes de la Société civile, l'industrie des barrages, et certains représentants gouvernementaux dans le but de déterminer un processus pour la Commission. Éventuellement, les groupes de la Société civile ont été satisfaits de la façon dont le processus de WCD a été conçu et s'est déroulé.⁶ S'entretenant avec Patrick McCully du Réseau International des Fleuves/ *International Rivers Network*, il a noté que dans l'ensemble, le processus était extrêmement réussi, en grande partie en raison de l'indépendance de la Commission. La Banque Mondiale a initié la création de la Commission, mais une fois que le processus a été convenu, la Commission a effectué son mandat en qualité d'organe indépendant. Patrick estime que l'indépendance a été vitale aux contributions efficaces de la Société civile. Chacun des différents secteurs impliqués avait bon accès au Secrétariat du WCD tout le long du processus. Le WCD a fini par diffuser un rapport très fort et progressif qui critique la pratique de la Banque Mondiale et recommande une nouvelle approche aux prises de décisions visant les grands projets de barrages.

Là où un processus de participation est estimé être inefficace, les groupes ont élu de ne pas s'y engager, et dans plusieurs instances, ont publiquement déclaré leurs raisons pour demeurer à l'extérieur. Inquiets de leur manque d'influence, les représentants provenant d'un éventail d'organismes ont diffusé une déclaration publique en Octobre dernier, avec l'annonce de leur non participation future dans une rencontre de la Société civile auprès de l' *International Finance Corporation (IFC)*, la branche de la Banque Mondiale chargée des emprunts et des investissements.⁷ IFC propose actuellement des changements à ses politiques de sauvegarde sociale et sauvegarde de l'environnement et a conçu un processus de consultation en vue de la proposition des nouvelles politiques. Les organes de la Société civile ont déclaré qu'ils « ne pensaient pas que s'engager dans les circonstances présentes serait approprié ou intéressant ». Leurs inquiétudes principales étaient liées à leur niveau d'efficacité de la mise en mesure de leurs contributions. Ils ont souligné le manque de temps de participation adéquat, l'absence d'informations indispensables, et l'incapacité de définir la terminologie-clé dans la proposition de nouvelles politiques. La déclaration a également mis l'accent sur le fait que le processus de consultations présenté par l'IFC « exclue efficacement ces mêmes personnes dont les intérêts sont mis en jeu » et le fait que les ONG ont douté « des possibilités que les efforts de la Société civile résulteront seulement en des changements cumulatifs mineurs au cadre de travail proposé ».

Choisir de ne pas participer peut attirer l'attention sur les vices de forme d'un processus officiel et combiner ceci avec une stratégie 'de l'extérieur' résultera, dans certains cas, en une

influence efficace sur le processus à l'intérieur. Ceci a été l'expérience d'Yvonne Mahlunge avec le processus de réforme constitutionnel au Zimbabwe. Plusieurs militants ont formé l'Assemblée nationale constitutionnelle (ANC)? (*National Constitutional Assembly (NCA)*) en 1997 ayant pour objectif de forcer le gouvernement du Zimbabwe à une revue constitutionnelle et en 1999, le gouvernement y a accédé. Les membres de la NCA et du gouvernement avaient une vision différente de la structure et du cadre juridique de la revue. Les membres de NCA étaient donc confrontés à un choix : joindre le processus de revue constitutionnelle du gouvernement ou continuer avec leur propre processus et créer un espace alternatif à des fins de débat constitutionnel. NCA a voté à une écrasante majorité de continuer avec leur propre stratégie et de rester à l'écart du processus gouvernemental.

Dans son propre cas personnel, Yvonne avait été nommée unilatéralement auprès de la Commission constitutionnelle (sans aucunes consultations et avec l'annonce de sa nomination alors qu'elle était en dehors du pays). Elle n'a pas accepté la nomination et est demeurée au sein du processus du NCA « pour la simple raison que le cadre de travail au sein de NCA ... était beaucoup mieux disposé et favorable aux besoins des femmes ». En contraste au 13 % des femmes représentées dans la Commission gouvernementale et la relégation des questions sur les sexes auprès d'un comité sur la culture et la tradition, NCA a exigé une représentation à 50 % des femmes dans les postes de fonctionnaires, assurant que les femmes étaient parmi les dirigeants du NCA, dont Yvonne, qui était la Secrétaire sur les questions des Sexes (*Gender Secretary*). Lorsqu'on lui a demandé si sa décision de demeurer en dehors du processus gouvernemental suscitait de l'inquiétude sur la possibilité de ne pas être écoutée ou sur la possibilité de légitimation de la commission gouvernementale, Yvonne a rapidement répondu qu'elle s'inquiétait sur « les deux ». Elle a estimé que la commission gouvernementale n'accorderait pas aux femmes une voie adéquate et que leur présence sous-entendrait que les femmes étaient impliquée d'une manière significative : « J'avais le sentiment qu'en qualité de jeune militante relativement bien connue et reconnue dans le pays, l'on me montait un coup à des fins de mise en légitimité – au point de vue des questions sur les femmes – un processus illégitime. Une fois à l'intérieur, le gouvernement pouvait ensuite faire remarquer et dire, 'Nous avons une jeune experte sur les questions du genre'. Eh bien, non ! »

Alors que le processus de nouvelle rédaction constitutionnelle se déroulait, la NCA a dressé un avant-projet de constitution avec les femmes qui étaient impliquées également dans le processus de rédaction, les femmes auprès de la NCA et les femmes au sein de la Commission gouvernementale ont œuvré ensemble pour produire une Charte des Femmes (*Women's Charter*) qui a été grandement diffusé, et qui s'est terminé par le rejet de l'avant-projet de constitution du gouvernement par le biais d'un *referendum*.

Une autre considération en vue de l'évaluation des possibilités d'impact significatif sur l'intérieur et l'historique de l'institution avec l'engagement auprès de la Société civile. La Banque Mondiale met sur pied des révisions indépendantes de ses politiques et opérations – l'Initiative de révision participative sur l'ajustement structurel (*Structural Adjustment Participatory Review Initiative*), la Commission sur les Barrages (*World Dams Commission*), et la Révision des Industries extractives (*Extractive Industries Review*). L'ensemble des intéressés ont impliqué une forme quelconque de participation de la Société civile. Plus récemment, la Banque

Mondiale a créé un Comité conjoint de facilitation (*Joint Facilitation Committee (JFC)*), qui est prétendument « un Groupe de travail conjoint Banque Mondiale – Société civile engagé dans l'exploration de mécanismes transparents et efficaces en vue du dialogue et de l'engagement entre la société civile et la Banque Mondiale sur le plan mondial ». ⁸ La première entrevue du JFC s'est tenue en Octobre 2003 et le processus est continu bien que la réaction de nombreuses ONG ait été désapprobation. ⁹

Les organismes de la société civile ont eu maintenant de nombreuses années d'expérience d'engagement auprès de la Banque Mondiale. Doug Hellinger, le Directeur exécutif du Groupe de développement en vue de politiques alternatives (*Development Group for Alternative Policies (Development GAP)*), une ONG basée à Washington engagée dans l'analyse, le plaidoyer et l'action sur les politiques sur le développement, estime que l'expérience de son organisme auprès de la Banque Mondiale au cours des dix dernières années a démontré les limites d'un engagement constructif et que les stratégies futures devraient être des stratégies de l'extérieur uniquement. Le Développement GAP a coordonné la composante de la Société civile de l'Initiative de révision sur l'ajustement structurel participatoire (*Structural Adjustment Participatory Review Initiative (SAPRI)*) de la Banque Mondiale.

Doug a établi que les responsables de la Banque Mondiale avaient de multiples raisons de s'engager avec la Société civile, « mais éventuellement, ils semblent réticents ou incapables de faire des changements », particulièrement dans les domaines qui touchent les membres de leurs Conseils d'administration et les puissants intérêts protégés par ces derniers.

Le processus de révision de la SAPRI a été long, compliqué, intensif et « désordonné ». La Banque a traîné les pieds, a été fourbe, et s'est éventuellement retirée de la SAPRI, faisant « toutes les choses possibles » dans le but d'empêcher que le dernier rapport ne devienne public aux États Unis. Bien que le réseau de la Société civile impliqué dans la SAPRI ait eu par moments un accès direct à James Wolfensohn, Président de la Banque Mondiale, Doug s'est lamenté qu'en fin de compte, Wolfensohn était réticent de mettre en œuvre les changements de processus de politiques et de décisions qui lui exigeaient de se confronter aux intérêts du gouvernement américain, ses Conseils d'administration, ou la résistance des bureaucrates de la Banque Mondiale.

Cet historique de l'engagement Banque Mondiale – Société civile montre les difficultés existantes de se monter à l'encontre d'extrêmement puissants intérêts économiques et politiques n'ayant à répondre à personne. Doug a fait mention du « pouvoir et de l'arrogance des institutions essentiellement n'ayant à répondre à personne, dont le pouvoir est immense, et qui

ont l'habitude de bousculer les gouvernements, sans parler des petites ONG ». Il estime que les militants se doivent d'être réalistes sur ces défis sur les contraintes bureaucratiques et politiques dans l'accomplissement de changement à la Banque. Durant l'entrevue, il a mis l'accent sur le fait que non seulement l'expérience de la SAPRI a fait preuves desdites contraintes, mais aussi le fait que la Commission Mondiale sur les Barrages – où les ONG étaient satisfaites avec un rapport solide, la Banque Mondiale a toutefois refusé de passer à l'action visant l'application des recommandations du rapport – et la Révision des Industries extractives, là où la Banque a résisté à l'application des changements.

Doug observe que les expériences d'engagements avec la Banque Mondiale ont laissé un vrai cynisme sur ces types de processus de participation, qui est présentement une question centrale dans le domaine du développement. Ceci est reflété dans la déclaration des groupes de la Société civile quittant le processus de consultation IFC, noté ci-dessus, où ils ont reconnu un « niveau de frustration général » à l'égard de la Banque Mondiale et de ses « processus qui sont fondamentalement défectueux et fermés au véritable engagement et au dialogue significatif ». ¹⁰ Sur les perspectives futures, Doug a déclaré que « Le défi actuel est de mettre en utilisation en qualité de force d'appui, venant de l'extérieur, relativement aux pressions sur les

institutions, du fait que l'engagement de l'intérieur avec la Banque Mondiale apportera, au mieux, des changements extrêmement marginaux, en fait, ce que nous avons vu dans pratiquement tous les domaines de prises d'engagements passés, est actuellement de la récidive, en termes des projets étant soutenus, les critères ayant été employés et les

politiques ayant été mises en place ».

« Un engagement de l'intérieur avec la Banque Mondiale n'apportera, au mieux, que des changements extrêmement marginaux ; en fait, ce que nous avons observé dans presque toutes les régions où un engagement a eu lieu, est une véritable récidive, sur le plan des projets supportés, des normes utilisées et des politiques mises en place. »

Qui établit l'ordre du jour ? Pouvons-nous faire emploi des « moments politiques » ?

L'un des risques liés aux stratégies 'de l'intérieur et de l'extérieur' aux conférences ou par le biais des commissions, est que les défenseurs se trouvent à répondre aux opportunités d'engagement dans l'arène de la politique mondiale de telle façon qu'ils finissent par oeuvrer d'un mode réactionnel plutôt que pro réactionnel. Même là où la participation aura une portée significative et où les acquis seront probables, tirer avantage de ces moments politiques en vue d'influencer les processus de politiques internationaux ou nationaux peut signifier oeuvrer sur des questions sur lesquelles le mouvement ou la communauté n'attachent pas de priorité actuelle. Cette coupure peut créer des tensions parmi les individus et les organismes populaires.

En réfléchissant sur son expérience à la Conférence du Caire, Anita Nayar a fait l'observation que « l'écart entre ceux qui oeuvrent étroitement moyennant les processus officiels et qui voient les pas lents comme des victoires, et

ceux qui ne voient pas comment quelque mots dans un texte sont un point culminant valant une année de travail ». Elle a parlé du fonctionnement du processus de conférence de l'ONU, limitant les questions par le biais des comités préparatoires. Les débats lors de la conférence finale sont circonscrits aux questions non résolues. Anita a pensé à l'intensité passée du défi au Caire occasionné par la concentration sur les droits sur la reproduction. Elle a fait remarquer que ceci pourrait avoir causé une rupture dans le mouvement, mais ceci avait été évité du fait qu'il y avait suffisamment d'entente que des acquis étaient faits et qu'il existerait bientôt d'autres opportunités pour un débat de politiques internationales sur les droits des femmes moyennant la Conférence de Beijing l'année d'après.

Dans les discussions sur les travaux du Groupe international de facilitation du financement en vue du développement (IFG), Rosa Lizarde a fait la remarque que le IFG « avait oeuvré d'une réunion principale à une autre réunion principale » dans le but de surveiller et de contribuer au processus de suivi du FFD. Il continuera de surveiller les activités à l'ONU et continuera d'alimenter les informations vers l'extérieur, dans leurs régions et secteurs, mais dans l'avenir, Rosa a dit qu'ils souhaiteraient examiner un vaste éventail d'opportunités et en particulier, les processus autour de la gouvernance mondiale où l'IFG pourrait promouvoir l'ordre du jour FFD et plaider en vue de son application.

Marlene Libardoni, la Directrice exécutive de AGENDE, Action pour le genre, la citoyenneté et la développement (*Ações em Gênero Cidadania e Desenvolvimento / Action on Gender, Citizenship and Development*) du Brésil, oeuvre en étroite collaboration avec la branche exécutive du gouvernement national et le Congrès, et en particulier, les femmes élues au Congrès. AGENDE oeuvre à l'avancement des droits des femmes à travers le processus législatif. Au sein de notre conversation sur l'efficacité et les défis à ce genre de stratégie, Marlene a reconnu que dans une certaine mesure les travaux peuvent être réactifs en termes de réponse à l'ordre du jour et aux exigences des législateurs. Marlene a alors présenté un contraste des travaux de AGENDE avec ceux de CFEMEA, un organisme des femmes pour lequel elle a oeuvré à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Elle a expliqué que CFEMEA répondait presque toujours aux questions soulevées au Congrès alors que le point focal de l'époque était sur la constitution et les nombreuses réglemations qui devaient être adoptées. Il existait également de nombreuses conférences à ce moment-là qui ont soulevé des questions sur le plan national. AGENDE n'a pas eu à oeuvrer de la même façon et, pour la plus grande partie, apporte ses questions auprès des législateurs. La stratégie et le choix du moment dépendront encore de facteurs externes, bien entendu, tels que le contexte politique, la composition de la législature, et la composition des caucus des femmes, mais AGENDE est proactive dans ses travaux.

La Société civile engagée dans des débats de décisions institutionnelles court le risque de se trouver face à un ordre du jour limité aux questions plus 'modérées' qui réduiront tout potentiel d'influence de changement véritable. Dans la même veine, les institutions ont tendance à préférer les propositions moins défiantes de la Société civile tandis qu'elles ignorent les autres, étriquant efficacement l'ordre du jour. Dans un essai intitulé « Barricades et Salles de Conseil », Jem Bendell observe que «[s]i les propositions d'un groupe sur des questions spécifiques sont moins menaçantes aux centres établis de pouvoir que les propositions d'un autre groupe, le premier recevra moins de résistance et gagnera plus de soutien de la part desdits centres de pouvoir. Par conséquent, le succès d'un groupe civil dans la mise de ses objectifs sur l'ordre du jour peut

avoir un l'effet de marginaliser d'autres ordres du jour aussi valides ».¹¹

Les représentants de la Société civile au sein des débats sur les politiques pourraient également trouver que leurs ordres du jour progressifs ont été cooptés. La cooptation du langage sur le genre et sur l'intégration d'une perspective de genre vient à l'esprit. La formation sur le genre, par exemple, « est devenue la solution toute finale » et une séduisante « solution à court terme » parmi les gouvernements et les institutions mondiales.¹² Kathleen Staudt, dans son essai sur le militantisme des femmes au sein des puissantes bureaucraties et (en collaboration) avec ces dernières, commente que « la plupart des bureaucraties les plus virulentes, hostiles aux femmes et à la redistribution budgétaire plus inclusive des femmes, ont adopté la terminologie du genre » sans effectuer aucun changement de portée significative.¹³ Lors de son entretien pour cet article, Indai Sajor, une militante et éducatrice des droits des femmes, active sur le plan international, a parlé de la Banque Mondiale et le l'ONU employant le langage du genre à titre du 'se disant être pour' les questions des femmes, les unités et les bureaux chargés du genre à titre d'augmentation de la marginalisation des femmes. Elle a également exprimé sa frustration quant à la façon par laquelle les femmes « ont été cooptées dans les processus de l'ONU » dans les rapports de CEDAW et un langage diplomatique non politique dans l'évaluation des progrès du gouvernement national dans l'application des droits des femmes. L'attention à l'étendue de l'ordre du jour et à la manière dont les puissants intérêts peuvent possiblement manipuler l'ordre du jour est primordial aux stratégies 'de l'intérieur et de l'extérieur'.

Comment les militant(e)s de l'intérieur et les militant(e)s de l'extérieur peuvent-elles oeuvrer ensemble?

L'intérêt des contributions de la Société civile au sein des prises de décisions est de mettre à jour les perspectives préalablement exclues, particulièrement celles des personnes touchées par les politiques en question. Il incombe aux organismes de la Société civile participant aux processus de négociations ou consultations officiels, la responsabilité résultante d'assurer que les parties intéressées soient autour de la table, que les participants de la Société civile soient connectés aux mouvements sur le terrain, et qu'il existe l'espoir d'un résultat qui en vaille la peine. Les groupes ont développé des réseaux et se sont organisés dans des moyens d'expansion de la participation aux débats des politiques mondiales. Les connections aux mouvements et organisations populaires renforcent la responsabilité et accordent de la légitimité aux positions de négociations de la Société civile représentée dans le forum du débat officiel.

La participation de la société civile s'est fréquemment organisée en coalition ou réseau. SAPRIN (*Structural Adjustment Participatory Review Initiative Network*), la composante pour la Société civile de la révision de l'ajustement structurel de la Banque Mondiale, possédait un comité directeur de 20 membres composés principalement de personnes venant des pays du Sud. Doug Hellinger a dit qu'ils possédaient un « système de communication élaboré » par courriel et par téléphone, avec un comité directeur complet et un comité exécutif s'entretenant régulièrement par téléphone. Le comité directeur s'est réuni en personne en moyenne près d'une fois par an, pour plusieurs jours. Le réseau possédait des centres régionaux et des programmes à la campagne, qui diffusaient et rassemblaient les informations de la part de centaines de groupes à ces niveaux. Bien qu'il existait des questions de langage et de traduction qui

ont compliqué et retardé les communications, les représentants de la Société civile à l'intérieur du processus de révision ont estimé qu'ils avaient un vaste mandat en matière de leurs travaux.

Ouvrant d'une manière similaire, le Groupe international de facilitation du financement en vue du développement (*International Facilitating Group for Financing for Development (IFG)*) a développé un réseau de réseaux et d'organismes. Ces réseaux et ces organismes représentent les intérêts régionaux ainsi que les secteurs tels que les syndicats, les groupes pour les femmes, les écologistes, les groupes pour les droits de l'homme, et le IFG tente d'établir actuellement des contacts avec les jeunes et les peuples autochtones. Interrogée sur le fonctionnement des réseaux, Rosa Lizarde a dit que les régions et les secteurs ont formé leurs propres réseaux sur les sujets de l'ordre du jour du FFD et travaillent de différentes manières, comme ils le décident. Les communications sont facilitées par la structure d'un réseau de réseaux d'informations avec des moyens de grande diffusion et les membres sont en mesure d'être gardés informés sur les développements à l'ONU, au Parlement Européen, aux établissements financiers internationaux, et sur le terrain dans les régions et secteurs.

Assurer la responsabilité implique les mises en communications envers les autres organismes et mouvements populaires et implique également l'analyse des relations de pouvoir et de la participation *au sein* des organismes de la Société civile. La croissance des plaidoyers dans les espaces institutionnels et politiques privilège les ONG professionnalisées aux dépens des mouvements sociaux organiques.¹⁴ Il est important d'avoir conscience de cette professionnalisation et d'analyser les motifs des ONG motifs visant à tirer avantage d'opportunités particulières dans l'arène des politiques mondiales. Dans un article sur la Société civile et les prises de décisions mondiales, Lisa Jordan note que les « [I]ens faibles auprès des organismes locaux et nationaux, et les connaissances spécialisées requise dans l'arène mondiale, peut donner à certains groupes un sentiment de privilège une fois qu'ils ont acquis une place à la table des négociations. »¹⁵ Doug Hellinger a exprimé l'idée qu'il est important d'être vigilant à l'égard des impératifs institutionnels et des intérêts personnels des ONG : « Nous sommes toutes, à titre d'ONG majeures dans le monde entier, mandataires des personnes qui ne sont pas en mesure d'être présentes autour de la table – il est très facile de se convaincre soi-même sur quelque chose qui est important à faire, mais nous devons nous tenir nous-mêmes responsables. Si vous voyez que ce que vous faites va faire empirer les choses, alors employez ce que vous avez appris par d'autres moyens ». Dans son article sur la Société civile, la participation communautaire et le don du pouvoir dans l'ère de la mondialisation (*Civil Society, Community Participation and Empowerment in the Era of Globalization*), Marilyn Waring déplore « l'émergence et la croissance de la Société civile dans le développement international » en tant qu'une création « d'une monstrueuse couche supplémentaire entre les exécuteurs et les experts populaires ».¹⁶ Pour un résultat efficace de stratégies 'de l'intérieur à

l'extérieur', les organismes de la Société civile feraient bien de considérer également leurs liens auprès des mouvements de base et examiner la portée significative de leur participation aux débats des politiques avec les institutions internationales envers ceux qui sont l'objet de ces politiques.

La professionnalisation et les relations de pouvoir interne des ONG créent une dynamique 'de l'intérieur vers l'extérieur' au sein de la Société civile. La professionnalisation résulte en des barrières supplémentaires à l'entrée dans l'arène mondiale : « Être acteur requiert de très hauts niveau d'éducation et de mobilité, compétence en anglais et idéalement, dans d'autres langues, etc. », comme Lisa Jordan nous fait remarquer. Elle note également que la plupart des milliers d'organismes de la Société civile ont été formés au cours des 30 dernières et ceux qui suivent étroitement les politiques publiques mondiales, sont situés dans les pays du Nord.¹⁷ Les politiques au sein des ONG peuvent saper la participation en limitant l'efficacité des réseaux et des partenariats. Dans son essai, Kathleen Staudt insiste qu'« [i] nous incombe de comprendre et de diagnostiquer les organisations et d'agir politiquement au sein des organismes et en dehors de ces derniers. Les transformations ne sont pas faites uniquement à partir de bureaux climatisés, derrière des machines à traitement de textes. Elles sont occasionnées par l'entremise des relations avec les gens, moyennant des actes en alliances et coalitions productrices de résultats portant des changements de ressources significatifs. »¹⁸

La réussite de ceux qui sont dans la place ne se produit pas dans le vide. Une procédure puissante de l'intérieur a toujours besoin d'une procédure complémentaire de l'extérieur afin de maintenir la pression.

D'autres aspects des relations de pouvoir interne comprennent « qui a accès aux informations, qui possède de bonnes ressources, qui est près des preneurs de décisions, qui a accès aux technologies de communications, etc. »¹⁹ Ces considérations sont particulièrement pertinentes à l'égard des collaborations internationales. Plusieurs des personnes interviewées ont commenté que les différences de langues peuvent créer des problèmes considérables en ce qui a trait à l'accès aux informations et ont mené à l'exclusion ou la marginalisation. Lorsque questionné sur les moyens collectifs dont les représentants de la Société civile se sont engagés dans le processus de la Commission mondiale sur les Barrages, Patrick McCully a réfléchi sur le fait que le groupe international de référence pour la participation de la société civile dans le processus a œuvré extrêmement bien ensemble, nonobstant le langage qui a été un obstacle. En particulier, Patrick a dit que les consultations auprès du mouvement brésilien pour les personnes touchées par les barrages qui était l'un des acteurs-clé, se sont avérées difficiles. Elles étaient pour la plupart des petits fermiers qui ne parlaient pas l'anglais et qui étaient rarement sur des courriels. Leur conseiller, un contact académique, était fréquemment très occupé et il y avait de longs intervalles de communications. Patrick suppose que « des brouilles auraient pu être évitées si nous avions mis plus d'efforts à traduire les documents en portugais ».

Travailler ensemble en vue de conservé l'ordre du jour militant focalisé et garder les deux, divers acteurs impliqués, est un véritable défi, mais peu en valoir la peine pour des résultats éventuels. 'Les intérieurs' et 'les extérieurs' ont œuvré en collaboration pour avancer un ordre du jour des femmes unifié dans le processus constitutionnel au Zimbabwe. Yvonne Mahlunge a expliqué que les femmes œuvrant avec le processus de réforme constitutionnelle organisé par la Société civile, par NCA, ont compris que malgré leurs désaccords avec les femmes qui avaient décidé de joindre la Commission gouvernementale, elles avaient besoin de se soutenir les unes les autres. Yvonne a décrit le fonctionnement d'une nouvelle organisation – la Coalition des Femmes (*Women's Coalition*) – constitué en vue de rassembler les femmes à des fins de débats de la constitution. Les femmes concentreraient leurs énergies sur leurs processus de révisions constitutionnelles respectifs – le gouvernement ou NCA – et elles s'entretiendraient également collectivement en qualité de femmes afin de convenir sur la Charte des Femmes, un ordre du jour qu'elles avanceraient dans les deux processus. Yvonne estime que ces travaux de collaboration ont été efficaces et la Charte des Femmes a été l'un des principaux accomplissements du processus constitutionnel. Elle a été traduite dans les trois langues principales du pays, a été vastement diffusée et elle a été une part importante de la campagne du NCA visant la défaite de l'avant-projet de constitution du gouvernement dans le *referendum*.

Bien que les défis liés aux communications confrontés dans les relations de réseaux et coalitions ne sont en aucune sorte simple, la plupart des militants ont des expériences positives avec la collaboration sur laquelle il est possible de bâtir une future coopération. Un défi plus complexe 'des intérieurs' et 'des extérieurs' dans leurs futurs travaux collectifs sont la façon de se communiquer avec les personnes qui font partie des bureaucraties.

Dans leurs conversations sur les stratégies 'de l'intérieur à l'extérieur' à l'ONU, Rosa Lizarde et Gloria Careaga ont fait mention de leurs bonnes relations auprès des Secrétaires de l'ONU connectés à leurs travaux. Rosa a indiqué que IFG a œuvré en étroite collaboration avec le Secrétariat FFD dans la tenue d'audiences de la Société civile précédant les réunions d'ECOSOC en 2003 et 2004 et les réunions de l'Assemblée Générale en 2004. Ceci a été important aux efforts de IFG d'injection des perspectives des ONG au sein des réunions officielles de l'ONU. Gloria Careaga a figuré dans la délégation gouvernementale mexicaine, à la Conférence de Beijing en 1995. Elle est une féministe, une psychologue des sciences sociales, une académique et une enseignante avec un point focal particulier sur les questions des droits liées aux questions des sexes et de la reproduction et de l'orientation sexuelle dans ses travaux de plaidoyer. Gloria a déclaré qu'à la conférence, elle avait appris l'important d'être en mesure de travailler en étroite collaboration avec des personnes occupant différents postes, particulièrement les membres du parlement et, également, les membres du secrétariat de la conférence. Elle a mis l'accent sur le fait que, stratégiquement, il a été important d'établir des relations avec les gens de l'ONU organisant la conférence.

De nombreux défenseurs voient les avantages potentiels de travaux efficaces avec les bureaucraties institutionnelles. Dans ses travaux sur le plan national au Brésil, Marlene Libardoni a de très bonnes relations avec les femmes législatrices, mais elle estime qu'étant donné les délais et les fonds, il serait utile d'être plus engagées avec leurs conseillers/ conseillères. En qualité de

membres du service civil, les conseillers législatifs ne changent pas avec les élections. Marlene dit que de nombreux conseillers s'intéressent aux questions des femmes et ainsi ils leur fournissent des informations et de la formation en mesure de les appuyer tout en les rendant des alliées efficaces pour AGENDE dans l'avancement des questions dans la législature.

Les alliances avec les gens des bureaucraties gouvernementales ou les bureaucraties des institutions mondiales peuvent être utiles stratégiquement, mais de nombreux obstacles existent à ces alliances, à la fois dans les sphères bureaucratiques et militantes. Les 10 ans d'expérience de travail de Caroline Moser au sein de la Banque Mondiale, approximativement, des années 1990 à 2000, souligne quelques questions-clé. Venant du milieu académique en anthropologie sociale et de la planification sur les questions du genre, Caroline a travaillé dans la Division urbaine de la Banque sur un projet de recherches spécifiques examinant l'impact des politiques d'ajustement structurel envers les bas ménages. Elle a expliqué qu'elle s'était attendue à, et de fait avait été informée, qu'elle ne serait pas en mesure de contribuer son expertise sur le genre à la Banque, mais ceci ne s'est pas avéré en être le cas. Lorsque interrogée sur ses expériences à l'intérieur de la Banque, Caroline a mis l'accent sur les contraintes liées à la bureaucratie. Une fois dedans, c'était sa position dans la structure bureaucratique qui l'a définie, si bien que ses années dans l'égalité des sexes ont fréquemment été non reconnues et généralement estimées non pertinentes. Elle s'est heurtée à une résistance considérable à l'intérieur de l'institution – de quel droit parlait-elle sur les questions du genre lorsqu'elle ne possédait pas de position institutionnel sur le genre ? Les gens de l'unité sur le genre de la Banque étaient des experts sur le genre et ceux ayant du poids pour promouvoir les questions et les projets particuliers à l'intérieur de la Banque.

Lorsque qu'elle a réfléchi sur ses relations avec les militant(e)s sur l'égalité des sexes de l'extérieur, Caroline a reconnu qu'à l'époque, il y avait une compréhension insuffisante de la complexité du rôle de quelqu'un 'de l'intérieur'. Elle n'était réellement intégrée ni sur l'intérieur ni sur l'extérieur. Du point de vue de l'intérieur, son expertise sur le genre a fréquemment été considérée comme hors du sujet en raison des limites de son poste institutionnel. Elle n'était pas utile pour les pressions puisqu'elle n'avait pas un poste institutionnel important sur le genre, où elle pouvait influencer les changements de politiques sur les questions sur le genre. Bien qu'elle avait intégré ou introduit dans le courant dominant une perspective sur le genre dans son travail tout le long de son occupation à la Banque, son travail n'a pas été 'du travail sur le genre' et les changements progressifs promulgués par son travail n'ont souvent pas été reconnus. Caroline se rappelle qu'elle a été en mesure d'être une défenseur informelle, en laquelle ceux de

l'extérieur se confiait en vue de l'apport d'opinions objectives sur les fonctionnements de la Banque et de conseils sur les transactions avec l'institution, mais les militant(e)s de l'extérieur, en général, ne s'engageaient pas avec elle. Sur un plan personnel, les gens de l'extérieur lui ont dit que « la Banque a besoin de gens comme vous » et qu'il était « brave » de sa part d'avoir pris le défi en tant que "de l'intérieur". Néanmoins, elle estime que plus de féministes devraient sans doute avoir montré un plus grand engagement dans la reconnaissance de l'utilité de sa position sur l'intérieur et du potentiel qu'elle possédait pour des contributions à travers son rôle. Elle se demande si ce soutien aurait pu fournir de plus amples opportunités pour elle d'avoir été une plus forte protagoniste sur certaines questions sur le genre qu'elles avaient tenté d'avancer auprès de la Banque à l'époque.

Caroline a été candide lors de la discussion sur les défis liés à partir de l'extérieur vers l'intérieur. Les limites bureaucratiques ont été

« Les femmes ont besoin de sortir du processus des Nations Unies. Nous y sommes restées trop longtemps. »

énormes en termes de levier institutionnel et de toute interrogation sur les opérations de la Banque. Il y avait un réel climat à l'intérieur du genre « ce que l'on peut dire et ne pas dire, quelle terminologie l'on emploie, et sur quoi l'on pouvait travailler ». Dans les années 1990, il y a des critiques et des oppositions particulièrement fortes à l'égard des politiques macro-économiques de la Banque Mondiale et Caroline a suggéré que dans cet environnement, l'hostilité à l'encontre de la Banque a déterminé comment les militant(e)s l'ont perçue et cette hostilité a limité les possibilités de coopération 'de l'intérieur à l'extérieur'. Son apparent manque d'à-propos de la part des militant(e)s des droits des femmes et l'hostilité qu'elles lui ont montré par moments ont créé de la distance. « Ceux de l'extérieur vous ont regardé comme si vous les aviez trahis en travaillant à l'intérieur de l'institution et n'ont jamais vraiment compris que l'idée d'ensemble était qu'il est nécessaire que certaines personnes aillent à l'intérieur d'une institution pour l'influencer ». Bien que sur un niveau personnel, elle estime que certaines personnalités sont capables de mieux gérer que d'autres, les difficultés et l'isolation d'être de l'intérieur à la Banque, elle continue d'insister qu'il est extrêmement important d'avoir des gens oeuvrant stratégiquement à l'intérieur des institutions ayant pour objet les tentatives de changer la façon dont les politiques fonctionnent. Caroline a mis l'accent sur le fait que « vos alliances à l'extérieur sont absolument indispensables si vous allez avoir de l'influence à l'intérieur ».

La vue de l'extérieur des grandes institutions bureaucratiques et les changements progressifs au sein de ces dernières touchent clairement la façon dont ceux et celles 'de l'intérieur' et ceux et celles 'de l'extérieur' réagissent. Dans son essai sur le militantisme au sein des puissantes bureaucraties et auprès de ces dernières, Kathleen Staudt note que les militant(e)s s'accrochent fréquemment à un modèle de relations conflictuelles : « le modèle conflictuel ... est un modèle porteur de conséquences pour ceux et celles de l'intérieur qui travaillent dur à leur combat dans ces maisons de maîtres. ... Un modèle conflictuel tire des lignes et polarise amis et ennemis. Ses partisans et partisans persévèrent dans les pressions et à peindre des images historiques d'horribles maisons maîtres. Ses partisans et partisans sont réticentes à admettre le changement, car ledit changement pourrait réduire leur critique. Pour les personnes de l'intérieur, pour lesquelles les membres du personnel de la classe dominante reconnaissent rarement leur présence, la polarisation continue est démoralisante.²⁰ Ceci n'entend pas dénigrer l'importance des protestations extérieures et des critiques vives ni n'ignore le fait que les institutions peuvent promouvoir une dynamique de conflits de différentes manières, particulièrement en manquant de répondre aux préoccupations sur la responsabilité et la transparence. Cependant, cela vaut la peine de considérer comment les militants et militantes peuvent faire pressions pour un changement et trouver des moyens de reconnaître et d'appuyer des allié(e)s à l'intérieur.

Il se peut que la mise au point de moyens de communication et de soutien, entre et parmi les militant(e)s employant un éventail de stratégies dans des espaces différents peut ne pas être particulièrement important. Parmi les militantes interviewées, il y avait un consensus général que les stratégies 'de l'intérieur' et les stratégies 'de l'extérieur' vont main dans la main. Des

commentaires à cet effet sont survenus, de temps à autres, dans nos conversations. Par exemple, Anita Nayar a insisté qu'« un processus fort de l'intérieur nécessite toujours d'un processus l'extérieur complémentaire ayant pour objet de continuer de faire pressions », et Doug Hellinger a exprimé l'idée que les stratégies de plaidoyer sur l'extérieur contribuent à constituer l'espace sur l'intérieur à des fins de quelques acquis. Les conversations ont démontré le sentiment que les 'intérieur(e)s' et les 'extérieur(e)s' sont tenues, au minimum, de respecter les stratégies de l'une et de l'autre et bénéficieraient de développer des liens plus forts.

Si les bilans ne résultent pas en changement au niveau des mouvements ou des politiques populaires, y a-t-il une valeur à la participation dans le domaine des politiques officielles ?

L'efficacité des stratégies peut être difficile à mesurer. Les militant(e)s de nos entretiens ont souligné l'importance de la clarté sur les objectifs de l'engagement et l'importance de demeurer connecté(e)s aux mouvements de base afin d'évaluer les bénéfices du travail de l'intérieur. Dans les processus cités ci-dessus, de la Conférence du Caire et la Commission Mondiale sur les Barrages, la réussite a été mesurée par le degré auquel les contributions de la Société civile ont été reflétés dans le document de résultat : l'inclusion d'un langage révolutionnaire et tourné vers l'avenir sur les droits reproductifs et sexuels dans le Programme du Caire, et une analyse forte et critique des pratiques de la Banque Mondiale à l'égard des grands projets sur les barrages dans le rapport WCD. Bien que l'application des engagements du Caire soit un processus continu et bien que la Banque Mondiale ait refusé d'appliquer les recommandations du rapport de la WCD, les militant(e)s interviewées ont exprimé leur satisfaction en ce qui concerne leur engagement dans le processus de prises de décisions et ont estimé que les réalisations dans le processus, de portée significative, étaient d'elles-mêmes et par elles-mêmes un précieux objectif de plaidoyer.

En fait, dans le dossier de la WCD, les organismes impliqués de la Société civile avaient fait le choix conscient de faire valoir un rapport solide, même si cela rendait encore plus probable que la Banque Mondiale s'opposerait à son application. Lorsque interrogé sur les résultats du processus, Patrick McCully a déclaré qu'un rapport critique était décidé être préférable à un rapport peu concluant qui aurait pu avoir été soulevé par la Banque, du fait qu'il n'aurait pas été très perturbateur de faire ceci. Les participants de la Société civile ont estimé qu'un rapport solide et réaliste pourraient avoir plus d'influence sur le changement d'attitudes et de perceptions sur le long terme et pourrait graduellement faire son chemin dans les politiques et les pratiques.

Apporter des changements dans les relations de pouvoir par le biais de la participation de la Société civile dans le domaine des politiques mondiales est clairement très difficile et il y en a qui se pose la question à savoir si ceci est même faisable, au sein des vastes institutions bureaucratiques qui ont été créés en vue de protéger les puissants intérêts. Mais en fixant des objectifs multiples et en se penchant sur le long terme, les militant(e)s

pourraient percevoir des bénéfices aux opportunités ‘de l’intérieur’ particulières. Dans une vue d’ensemble de « l’évaluation des espaces politiques », Lisa VeneKlasen de *Just Associates* (Associés égalitaires), propose de regarder au-delà des résultats sur les politiques : « L’opportunité de politiques peut-elle être employée en vue de l’éducation des individus sur leurs droits et le processus des politiques, et en vue d’édifier votre groupe de supporters sur le long terme ? Bien que vous n’aurez peut-être pas de véritable impact sur les politiques, l’opportunité de s’engager pourrait stimuler le dialogue et apporter à vos efforts de mobilisation, un point focal, une visibilité publique, et une crédibilité accrue ».²¹

Dans des circonstances favorables, la participation peut établir le travail de base en vue de futurs changements et produire des avantages cumulatifs plus tard. Par exemple, la participation des femmes aux conférences de l’ONU des années 1990 – Caire et Beijing et également, le Sommet Social, Sommet sur l’Habitat, et Sommet sur l’Alimentaire – ont bâti les moyens des engagements à venir. Plusieurs des militant(e)s interviewées ont souligné la valeur de l’apprentissage du processus : la discussion des questions, l’instruction des preneurs de décisions sur les droits des femmes, la création de relations avec des fonctionnaires et avec d’autres féministes, et l’apprentissage par les expériences dans d’autres pays. Gloria Careaga s’est trouvée très bien préparée à exercer de l’influence en qualité de membre de la délégation mexicaine officielle à la Conférence de Beijing. En qualité de membre de *HERA – Santé, Intégration, Droits et Responsabilités* – un groupe international avec de l’expérience de travail aux conférences internationales, elle avait accès à de nombreux outils de pressions et elle a trouvé qu’elle avait une position spéciale au sein de la délégation du fait qu’elle avait tant d’informations sur les questions. En tant que lesbienne publique et militante sur les questions d’orientation sexuelle et de droits sexuels et reproductifs, Gloria avait anticipé de faire valoir ces questions à partir de l’intérieur de la délégation, et même si elle-même et ses collègues militantes n’ont pas réussi à obtenir un langage spécifique au sein du dernier document, elle a estimé que le réel succès était d’avoir le débat au sein de la délégation. Gloria a déclaré que c’était la première fois que des représentants du gouvernement mexicain avaient réellement débattu sur ces questions, étaient ouverts et d’un grand secours, et qu’elle a été en mesure de jouer un rôle-clé en les instruisant. Après Beijing, Gloria a trouvé que la perspective du gouvernement sur les droits sexuels et droits d’orientation sexuelle s’est quelque peu ouverte et le gouvernement a entamé des parlers constructifs au sujet de ces droits.

Gloria a commenté dans son interview que de nombreux/ses dirigeant(e) et féministes qui étaient des représentants des ONG à la Conférence de Beijing peuvent être situé(e)s dans les délégations gouvernementales officielles aux réunions de l’ONU et dans les gouvernements nationaux de leurs pays. Elle a reconnu qu’il existe des limites à ces rôles, mais elle estime que, dans ces postes, elles peuvent avoir de l’influence en qualité d’experts et d’institutrices sur les droits des femmes. Anita Nayar a vu une semblable valeur dans les Conférences de l’ONU des années 1990. Elle a déclaré que le processus de la conférence était « un processus massif formateur pour tous et toutes les impliqué(e)s », non seulement en termes de raffinement des moyens et messages de plaidoyer, mais également dans l’approfondissement de la compréhension des questions. Les groupes de femmes ont accumulé des connaissances considérables au cours de cette période et sont devenues les

expertes fournissant des informations aux délégations. Anita estime que c’était l’un des terrains d’entraînement les plus optimaux pour les militant(e)s des droits des femmes. Faisant écho aux observations de Gloria, Anita a également parlé des nombreuses femmes pour lesquelles la première expérience de conférence a été la Conférence du Caire en 1994, et qui faisaient partie des délégations gouvernementales de Beijing en 1995 et faisaient partie des experts sur lesquelles les délégations se sont appuyées. Un grand nombre d’entre elles sont à l’heure actuelle des proches conseillères auprès de leurs gouvernements. Anita reconnaît que ces femmes sont un « lot privilégié », mais elle dit qu’elles sont progressistes et peuvent déplacer les ordres du jour à l’intérieur.

Au niveau national, les travaux d’AGENDE au Brésil démontrent leur accent sur l’éducation et la sensibilisation. Lorsque interrogée sur les différents moyens d’engagement d’AGENDE auprès du gouvernement, Marlene Libardoni a mentionné fournir des rapports et des documents aux législateurs, offrir des séminaires sur des questions particulières, et donner des conseils aux ministères. AGENDE peut également conseiller les femmes nouvellement élues sur les questions du processus et point culminant de leurs opportunités d’influence sur les prises de décisions. Marlene dit que les résultats peuvent se voir dans les propositions de loi et les amendements, et que ce travail important prend du temps.

Comment pouvons-nous créer des espaces qui ont un impact sur l’élaboration et l’application des politiques ?

En se penchant sur leurs expériences, certain(e)s militant(e)s ont observé que les succès dans le passé ne peuvent être renouvelés. Patrick McCully du Réseau international des Fleuves a dit qu’après la Commission Mondiale sur les Fleuves et le rapport final critique, la Banque Mondiale est beaucoup plus prudente sur l’engagement de la Société civile là où cette première ne peut pas contrôler le processus. Il a également dit qu’il y a une réaction violente contre les ONG, de telle sorte qu’elles ont un accès et une crédibilité plus limités à la Banque. Anita Nayar pense qu’il n’existe plus d’énergie du mouvement des femmes pour le système des conférences de l’ONU. Dans les années 1990, l’ordre du jour était tellement vaste, et le processus de conférences avait son élan, énergie et créativité, et sa signification, et les gens savaient pourquoi ils étaient impliqués ». À l’heure actuelle, les gouvernements limitent plus souvent les possibilités de négociation et le point focal est sur quelques pages de résolutions plutôt que sur la création des documents sur un ordre du jour visionnaire. Le *Development GAP* est en train de se détacher des travaux avec la Banque Mondiale. « L’engagement est une tactique, et non une stratégie », nous dit Doug Hellinger. Les stratégies d’organisation doivent être plus amples, avec des éléments ‘de l’intérieur’ et ‘de l’extérieur’, et elles apprendront des expériences passées et avanceront dans le futur d’une manière différente.

Il semblerait que maintes organisations et militant(e)s réfléchissent actuellement sur leurs travaux et leurs stratégies : quels sont nos objectifs ? Pouvons-nous œuvrer pour réussir un impact plus fort à l’intérieur et si la réponse est affirmative, comment ? Nos raisons de participer ou de ne pas participer sont-elles claires ou non ? À l’intérieur ou à l’extérieur, pouvons-nous connecter efficacement avec les mouvements sur le terrain et avoir une plus grande participation et un plus grand impact ?

Rosa Lizarde dit qu’à l’heure actuelle, l’*IFG* « tente de raffiner et d’évaluer là où nous en sommes et comment avoir un meilleur impact ». Ils examinent les domaines de concentration de leurs



travaux passés, les moyens de continuation efficace de leurs travaux, ainsi que les possibilités de reproduction de leurs succès précédents lors de leur introduction de perspective des membres de leurs réseaux au sein des débats de l'ONU. Lorsqu'on leur demande s'ils songent aux moyens de renforcer leur travail, Rosa a répondu qu'en plus de fournir des critiques et des analyses, il leur serait utile dans leurs avancées à l'avenir, si leurs travaux de plaidoyer incluaient des données supplémentaires sur les réussites, les solutions, et les types de travaux pratiques qui ont été effectués dans le domaine du développement.

Au Zimbabwe, les femmes du mouvement pour la démocratie se sont récemment réunies pour parler et monter des stratégies. Yvonne Mahlunge a souligné les difficultés à manoeuvrer les questions des femmes et à les introduire en tant que questions de politiques réelles vue le contexte de la crise politique actuelle au Zimbabwe. En rassemblant les femmes en faveur de la démocratie, Yvonne et d'autres visent à créer un espace où les femmes partageant les mêmes valeurs pourraient débattre des moyens d'évoquer les questions des femmes dans le mouvement favorable à la démocratie. Elle a fait mention de quelques questions de stratégies adressées par les femmes : « Comment pouvons-nous maximiser nos acquis, dans l'espace actuel des politiques au sein propre du mouvement pour la démocratie ? Cet espace est-il suffisant ? Quelles stratégies mettons-nous en place afin d'assurer une plus grande représentation des femmes ? La culture courante des politiques, avec sa culture de violence, est-elle l'une dans laquelle les femmes veulent participer ? » Yvonne a noté que ceci est un processus continu. Ce groupe varié des femmes pour la démocratie – formé de ONG, organismes populaires, partis politiques, syndicats, et la profession juriste, entre autres – va se réunir de nouveau dans les mois à venir dans le but de travailler vers une stratégie.

Gloria Careaga a parlé des réseaux d'Amérique latine qui travaillent ensemble en avance des conférences de l'ONU. Ces féministes des réseaux nationaux se sont réunies pour débattre leurs stratégies en vue des conférences de l'ONU telles que Caire +10 et Beijing +10. Des débats semblables régionaux sur les stratégies d'égalité des sexes ont lieu à travers les Dialogues féministes (« *Feminist Dialogues* ») en anticipation du prochain Forum Social Mondial.

Le Forum Social Mondial (FSM) est en lui-même un autre exemple de tentatives de réévaluation de la part des militant(e)s, de ce que signifie aujourd'hui être actif/-ive sur la scène mondiale. Le premier FSM s'est tenu en 2001. Atila Roque, une membre du Comité d'organisation brésilien pour le FSM, a dit que FSM a été créé dans le but d'offrir une nouvelle sorte d'espace : un espace permettant aux organisations de partager, d'échanger leurs idées, et de critiquer la mondialisation sous des angles différents. Il a défié aux militant(e)s d'oeuvrer ensemble dans des nouvelles directions. Atila a parlé du fait que le FSM est encore une vraie

« œuvre inachevée », mais qu'elle a amené des acteurs divers autour d'un ensemble de principes de base sans aucune sorte d'exigence d'une déclaration ou campagne cohésive finale. L'objectif est de rendre visibles, sur le plan international, la diversité de la Société civile et l'éventail d'alternatives à la mondialisation néolibérale.

Atila a accentué que le FSM fournit un espace de connections entre les stratégies 'de l'intérieur' et stratégies 'de l'extérieur'. Atila considère le FSM comme facilitant ces connections qui sont très importantes sur les questions de légitimité, soutien et informations. Les connections 'de l'intérieur-de l'extérieur' au FSM ont également créé un espace de défis aux choix et aux stratégies des militant(e)s. Au travers des connections avec les autres, ces dernier(ère)s peuvent réfléchir à la portée significative de leurs choix stratégique sur l'ensemble du mouvement. Atila estime que cette interaction encouragera les militant(e)s à réfléchir d'une manière plus approfondie sur les implications d'œuvrer 'de l'intérieur' ou 'de l'extérieur' avec par conséquent, le renforcement de leurs actions.

En même temps que de se pencher sur les moyens possibles d'efficacité, du dedans ou du dehors, les militant(e)s interviewées ont souvent mis l'accent sur la nécessité d'avoir de la patience. Cela prend du temps, être critique et réfléchir sur votre stratégie et une perspective à long terme est nécessaire au changement au sein des puissantes grandes institutions. Ainsi que nous l'a rappelé un militant, « un travail patient peut réellement nous donner des résultats significatifs ».

Penser à l'avenir – quelques idées pour une stratégie de l'égalité homme-femme

Se penchant sur l'expérience que notre collaboration avec les institutions de prises de décision a représentée, certaines des militantes auxquelles nous avons parlé ont remis en question la direction actuelle du mouvement féministe et établi un lien entre un certain nombre de problèmes examinés plus haut. Au sujet du travail de politique considérable des dernières années, particulièrement au sein du système des Nations Unies, certains commentaires ont fait état de perte de vitesse. Anita Nayar a suggéré que « si l'énergie n'émanait plus des Nations Unies, il était temps de s'adapter, de changer de stratégie ». Indai Sajor a été plus catégorique : « Les femmes doivent abandonner le processus des Nations Unies. Nous y sommes restés trop longtemps. Nous y avons concentré notre énergie pendant dix ans ».

Qu'est-ce que les militantes interviewées ont suggéré afin d'aller de l'avant ? Elles ont mis l'accent sur la nécessité de devenir plus visibles et plus politisées. Le sentiment général était que la profession et le caractère thématique des activités des conférences internationales avaient sapé l'énergie du mouvement. Les militantes considèrent que « devenir visibles » établirait un rapport plus étroit avec la base en travaillant avec les hommes et les femmes afin de forcer les gouvernements à effectuer des changements. Indai Sangor suggère un exemple concret : « Établissons un lien entre l'état de pauvreté des femmes et l'augmentation du trafic sexuel. Malgré tous les acquis réalisés aux conférences des Nations Unies dans les années 90, le nombre de femmes qui vendent leur corps le

long de la frontière entre la Chine et la Russie s'est accru. Un lien doit être établi et la base doit être mobilisée ». Indai a mentionné que le fossé entre le langage théorique ou diplomatique et la réalité de ce dont les femmes font l'expérience sur le terrain s'est élargi. Elle pense que des stratégies « de l'extérieur » sont peut-être essentielles à l'application et à la consolidation des gains acquis à travers une participation « de l'intérieur » aux débats de politiques.

Si les femmes ont l'intention de continuer à oeuvrer avec le système des Nations Unies, elles doivent être lucides quant à la pertinence des divers genres de stratégies. Anita Nayar propose de relier les problèmes et d'introduire des stratégies « de l'extérieur » aux Nations Unies afin de rendre le débat plus politique et contextuel étant donné ce qui se passe aujourd'hui dans le monde. Elle suggère que le mouvement féministe pourrait faire preuve de plus de stratégie lorsqu'il s'agit de se brancher sur les activités des Nations Unies: choisir soigneusement les événements auxquels nous devrions participer, ce que nous devrions contribuer à ces événements, décrire les problèmes qui seront débattus et pourquoi ils doivent l'être. Anita a également mis en avant le fait que le soutien des stratégies au niveau national et des stratégies « de l'extérieur » était essentiel à tout travail avec les Nations Unies.

Quelles que soient les stratégies choisies. Plusieurs militantes interviewées ont mis l'accent sur la nécessité pour nous d'être mieux préparées et mieux informées quant à l'impact des différents problèmes. Émettant des commentaires sur les stratégies « de l'intérieur » et les stratégies « de l'extérieur », les militantes ont dit que des informations plus concrètes sur les expériences vécues des femmes étaient nécessaires afin que ces stratégies soient efficaces, ainsi que des exemples utiles de bonnes pratiques. Gloria Caraega a suggéré qu'un réseau global véritable pourrait disséminer beaucoup d'informations sur ce que les gouvernements accomplissent à l'échelle nationale.

Ces idées visent principalement à faire face à la fracture qui existe entre la transformation sociale et les prises de décision, et elles reflètent la façon dont les militantes conçoivent leur travail de façon stratégique. Une évaluation et une analyse continues de la façon dont les femmes peuvent agir pour répondre au contexte global actuel devront jouer un rôle dans les travaux courants pour les droits de la femme et dans un développement durable dans les années à venir.

Traduction: Anne Witt-Greenberg

Notes

¹ Association for Women's Rights In Development, Gender, Justice and Globalization: Report on the Women's Rights and Economic Change Strategy Session held in Budapest, Hungary, February 5-8, 2004, March 2004.

² Les termes 'de l'intérieur', 'de l'extérieur' et 'de l'intérieur à l'extérieur' signifient différentes choses pour différentes personnes. Pour les besoins de cette intervention, nous avons adopté le terme 'de l'intérieur à l'extérieur' pour les références aux stratégies impliquant les tactiques de coopération entre les personnes faisant campagne pour le changement institutionnel à partir d'espaces politiques extérieurs (tels que les manifestations dans la rue, les campagnes publiques) et les personnes engagées dans les espaces de prises de décisions politiques. Nous utilisons également le terme 'de l'intérieur vers l'extérieur' pour nous renvoyer aux stratégies dans lesquelles les personnes emploient leur accès aux processus formels, mais dont les travaux ne sont pas définis par les processus officiels. De nombreux(ses) militant(e)s emploient une combinaison de stratégies dans leurs travaux, et vont stratégiquement par moments 'de l'intérieur' dans le but d'apporter des vues 'de l'extérieur' au sein des espaces critiques ayant pour objet le changement des systèmes et des structures.

³ Action Aid, Institute for Development Studies-Participation Group, Just Associates, *Making Change Happen: Advocacy and Citizen Participation*, 2001, p. 2. Disponible en ligne au <http://www.justassociates.org/MakingChangeHappen.htm>.

⁴ Jordan, Lisa, "Civil Society's Role in Global Policymaking", *Alliance*, Mars 2003. Disponible en ligne sur le *Global Policy Forum*: <http://www.globalpolicy.org/ngos/intro/general/2003/0520role.htm>.

⁵ Ibid.

⁶ Bien que satisfaites du processus de la WCD, les ONG n'étaient pas satisfaites du résultat final. La Banque Mondiale a refusé d'appliquer les recommandations de la Commission. Ceci est discuté brièvement plus tard dans cet article.

⁷ "Statement of Civil Society Organizations", 4 octobre 2004. Disponible sur <http://www.50years.org/cms/updates/story/187>.

⁸ Voir le concept de « société civile » sur le site Web de la Banque Mondiale au <http://web.worldbank.org>, qui a une section sur le *Joint Facilitation Committee*.

⁹ Bretton Woods Project, *Meeting: 'milestone' or 'millstone' for Bank/civil society relations?*, 17 novembre 2003, disponible en ligne au [http://brettonwoodsproject.org/article.shtml?cmd\[126\]=x-126-27489](http://brettonwoodsproject.org/article.shtml?cmd[126]=x-126-27489).

¹⁰ Ibid.

¹¹ Bendell, Jem *Barricades and Boardrooms: A Contemporary History of the Corporate Accountability Model*, (Geneva: UNRISD, 2004), p. 50.

¹² Staudt, Kathleen "Dismantling the Master's House with the Master's Tools: Gender Work in and with Powerful Bureaucracies" in Kriemild Saunders, ed., *Feminist Post-Development Thought: Rethinking Modernity, Post-Colonialism and Representation* (London: Zed Books, 2002), p. 62.

¹³ Ibid.

¹⁴ *Making Change Happen*, note 8, p. 7.

¹⁵ Jordan, note 9.

¹⁶ Waring, Marilyn "Civil Society, Community Participation and Empowerment in the Era of Globalization", *AWID Spotlight*, No. 1, mai 2004, p. 5.

¹⁷ Jordan, note 9.

¹⁸ Staudt, Kathleen "Dismantling the Master's House with the Master's Tools: Gender Work in and with Powerful Bureaucracies" in Kriemild Saunders, ed., *Feminist Post-Development Thought: Rethinking Modernity, Post-Colonialism and Representation* (London: Zed Books, 2002), p. 67.

¹⁹ Jordan, note 9.

²⁰ Staudt, note 21 à la page 65.

²¹ Lisa VeneKlasen, *Old Lessons, Fresh Insights, New Strategies: Notes on Mapping Gender Equality and Economic Justice Strategies*, paper prepared for the Gender, Justice & Globalization Strategy Meeting, Budapest, 5-8 février 2004, Annexe 3: *Assessing Policy Spaces*.

Les militantes et militants interviewé(e)s pour cet article ont été

Gloria Careaga est professeure et chercheuse à la Faculté de Psychologie de l'Université Nationale Autonome du Mexique (*Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM)*). Ses travaux se concentrent sur la population et le développement, du point de vue des droits humains. Elle faisait partie de la délégation du gouvernement du Mexique à la Conférence Mondiale sur la Femme en 1995.

Doug Hellinger est cofondateur et Directeur exécutif du Groupe pour le développement de politiques alternatives (*The Development GAP*), une organisation pour la justice économique qui au cours des trois dernières décennies a travaillé avec ses partenaires dans le Sud mondial au développement, à l'aide, à la réforme des institutions financières internationales, et aux problèmes du commerce.

Marlene Libardoni est Directrice exécutive de *AGENDE - Ações em Gênero Cidadania e Desenvolvimento* (Action pour le genre, la citoyenneté et le développement) - à Brasília, au Brésil. AGENDE encourage une perspective féministe sur l'agenda politique et social du Brésil.

Rosa Lizarde est Liaison aux Nations Unies à New York du Groupe international de facilitation pour le financement du développement (*IFG*), une organisation fondée après la Conférence de Monterey, Mexique, sur le Financement du développement en 2002.

Yvonne Mahlunge est actuellement candidate à l'Agrégation à l'Institut d'études du Commonwealth, Université de Londres. Elle est avocate, membre fondatrice du Mouvement pour le changement démocratique (le parti d'opposition principal au Zimbabwe) et membre fondatrice de plusieurs organisations des droits humains au Zimbabwe.

Patrick McCully est Directeur des campagnes pour le Réseau international des Fleuves. Depuis 1992, il a mené un nombre de campagnes relatives aux barrages et il était membre du Forum de la Commission Mondiale des Barrages et du Groupe de référence qui supervisa l'établissement de la Commission Mondiale des Barrages.

Caroline Moser est actuellement Professeure invitée à l'Institut Brookings à Washington. Elle est une anthropologue sociale et une spécialiste en politique sociale, et elle a plus de vingt-cinq ans d'expérience en développement social. Entre approximativement les années 1990 et 2000, elle était Spécialiste en chef pour le développement en Amérique latine et dans la région des Caraïbes pour la Banque Mondiale.

Anita Nayar poursuit actuellement sa recherche doctorale sur les conséquences sociales et écologiques de la commercialisation de la médecine autochtone aux Indes. En 1999, elle a cofondé une entreprise internationale de consultation, Analyse stratégique pour l'égalité des genres (*SAGE*). Avant cela, elle était Directrice associée de l'Organisation des Femmes pour l'Environnement et le Développement (*WEDO*) et elle a coordonné la Tribune des femmes de cinq conférences majeures de l'ONU dans les années 90.

Atila Roque est Directeur exécutif de *ActionAid USA* et il a plus de 15 ans d'expérience de travail dans le secteur des ONG au Brésil. Au cours des trois dernières années, il a activement participé aux activités du Forum social mondial (FSM) en tant que membre du Comité d'organisation Brésilien.

Indai Sajor est militante et éducatrice dans le domaine des droits humains de la femme. Elle a été Directrice exécutive du Centre asiatique pour les droits humains des femmes et Directrice exécutive de la Tribune des femmes à la Cour d'Assises pour la justice du genre.



awid

L'Association pour les droits de la femme et le développement (AWID) est une organisation internationale d'adhérent(e)s dont les objectifs sont de faciliter l'engagement, d'informer et de mobiliser les individus et les organisations qui oeuvrent pour la promotion de l'égalité entre les sexes, le développement durable et les droits de la femme. Un réseau dynamique de plusieurs milliers de femmes et d'hommes, membres de l'AWID sont des chercheur(e)s, des universitaires, des étudiant(e)s, des activistes, des femmes et hommes d'affaires, des décisionnaires, des spécialistes du développement, des bailleurs de fonds et bien d'autres, dont la moitié provient du Sud et de l'Europe de l'Est.